



Président de séance : Mme Maria de Fatima RUAUD

Etaient présents (18) : Mmes et MM. SYLVESTRE Michel, RUAUD Maria de Fatima, ROCH Christian, MAIGNE Solange, GROUGEARD Michel, LAFON Jacqueline, GARRIGUES Françoise, ALIBERT Sylvie, THEPAULT Pascale, MAZEYRAC Pierrick, COUSTOU Jean-Claude, HARDOUIN Michel, ROUQUIE Vincent, JOUBERT Michel, ELIAS Marie-José, PUECH Roland, POIRRIER Michelle.

M. MARTINS David est arrivé à 21h15 pour prendre part au vote de la question n°03 et suivantes de l'ordre du jour.

Absents représentés (5) : Mmes et MM. LABROUE Delphine (représentée par procuration par MAIGNE Solange), LARRAUFFIE Gilles (représenté par procuration par RUAUD Maria de Fatima), GARBE Daniel (représenté par procuration par GROUGEARD Michel), MIAGKOFF-LAFEUILLE Benoît (représenté par procuration par GARRIGUES Françoise), GRAULIERE Chantal (représentée par procuration par SYLVESTRE Michel).

Absents (4) : Mmes et MM. DUPARCQ Elisabeth, VIERSOU Christophe, DAGNAUD Pascal, PARRA Angel.

Secrétaire de Séance : M. MAZEYRAC Pierrick.

Approbation du PV du Conseil Municipal réuni le 13 février 2019

M. COUSTOU demande s'il a été tenu compte de ses deux remarques concernant le taux à 4.26 % contracté sous la mandature précédente et le « tunnel à Labastide » qui n'était pas de son fait. M. SYLVESTRE répond par l'affirmative.

01. OBJET : INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL

Suite à la démission de Mme Nelly CHAVET-JABOT en date du 26 février 2019 de son mandat de conseiller municipal, et en application de l'article L. 270 du Code électoral, Mme Jacqueline LAFON qui figure sur la même liste immédiatement après le dernier élu, est appelé à la remplacer.

Il est donc procédé à l'installation d'un nouveau conseiller : Mme Jacqueline LAFON.

M. SYLVESTRE déclare installer Mme Jacqueline LAFON dans ses fonctions de conseiller municipal.

La composition du Conseil municipal (tableau du Conseil municipal) est annexée à la présente délibération.

L'ordre du jour est interrompu pour laisser la place à un exposé de M. FEIX, missionné par Canvaldor expansion.

M. FEIX explique que cette structure souhaiterait disposer d'une vision de l'économie locale fiable et pour cela a adressé un questionnaire, il y a un an et demi, auprès de l'ensemble des acteurs du tissu économique de la communauté de communes (commerçants, artisans, industriels, agriculteurs, professions libérales...). Cette démarche était basée sur un support non adapté car trop lourd à compléter. Celui-ci a maintenant été repris et simplifié, il s'agit maintenant à partir d'une liste de professionnels établie à l'aide de différentes chambres professionnelles de privilégier une approche locale. M. FEIX souhaiterait trouver des relais gramatois, dans l'assistance en particulier, susceptibles de s'investir pour présenter la démarche et faire remplir le questionnaire aux professionnels locaux.

Mme THEPAULT lui demande en combien de temps la démarche doit-elle être réalisée. M. FEIX répond que la fin de l'été ou la fin du mois de septembre serait un objectif très honorable.

M. SYLVESTRE conclut en réitérant sa demande de diffusion du questionnaire auprès de Mme MAIGNE et de lui-même et assure qu'ensuite un petit groupe de volontaires sera constitué.

M. PUECH évoque la possibilité de procéder par mailing mais M. FEIX lui répond que cette procédure procure un taux de réponses très faible. Ce dernier prend ensuite congé.

L'ordre du jour de la séance est repris à 20h50.

02. OBJET : COMPOSITION DES COMMISSIONS COMMUNALES

Vu la démission de son poste de conseillère municipale de Madame Nelly CHAVET-JABOT,

Vu la délibération du 24 avril 2014 n°77/2014 portant sur la création et la composition des commissions communales,

Suite à la démission de Mme CHAVET-JABOT, membre de la commission des travaux, le Conseil Municipal doit délibérer sur la question de son remplacement.

Du fait de la démission de Mme CHAVET-JABOT, il y a également un poste vacant à la commission sport-animation.

La commune de Gramat comptant plus de 3.500 habitants, il est précisé que la composition de ces commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle afin de permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

La composition des commissions respectera le principe suivant :

Président : M SYLVESTRE

5 membres de la liste de M. SYLVESTRE.

1 membre de la liste de Mme ROY

1 membre de la liste de M. ASTOUL.

Le Maire est Président des Commissions. En cas d'absence ou d'empêchement du Maire, le Vice-Président en charge des affaires peut convoquer et présider la commission.

Il est précisé que ces commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles ne font que préparer les travaux et les délibérations du Conseil Municipal. Les comptes-rendus et débats au sein des commissions ne sont pas publics.

Mme Jacqueline LAFON a fait acte de candidature pour la commission des travaux et M. Pierrick MAZEYRAC pour la commission sport-animation.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** la candidature de Mme Jacqueline LAFON à la commission des travaux,
- **ACCEPTE** la candidature de M. Pierrick MAZEYRAC à la commission sport-animation,
- de fait, **MODIFIE** la composition des susdites commissions.

M. SYLVESTRE installe Mme Jacqueline LAFON dans la Commission des travaux et M. Pierrick MAZEYRAC dans la Commission sport-animation.

Vote :

22 Pour : Mmes et MM. SYLVESTRE Michel (GRAULIERE Chantal), RUAUD Maria de Fatima (LARRAUFFIE Gilles), ROCH Christian, MAIGNE Solange (LABROUE Delphine), GROUGEARD Michel (GARBE Daniel), LAFON Jacqueline, GARRIGUES Françoise (MIAGKOFF-LAFEUILLE Benoît), ALIBERT Sylvie, THEPAULT Pascale, MAZEYRAC Pierrick, COUSTOU Jean-Claude, HARDOUIN Michel, ROUQUIE Vincent, JOUBERT Michel, ELIAS Marie-José, PUECH Roland, POIRRIER Michelle.

La composition des commissions communales est donc modifiée comme suit,

COMMISSIONS COMMUNALES 2014-2020			CM du 10 avril 2019
Intitulé	VICE PRESIDENCE	MEMBRES	
FINANCES	Christian ROCH	Gilles LARRAUFFIE - Vincent ROUQUIE - Françoise GARRIGUES - Maria de Fatima RUAUD - Roland PUECH - Angel PARRA	
TRAVAUX	Elisabeth DUPARCQ	Michel GROUGEARD - Michel HARDOUIN - Pascale THEPAULT - Jacqueline LAFON - Michelle POIRRIER - Pascal DAGNAUD	
ANIMATION - SPORT	Gilles LARRAUFFIE	Michel HARDOUIN - Christian ROCH - Vincent ROUQUIE - Pierrick MAZEYRAC - Michelle POIRRIER - Christophe VIERSOU	
CULTURE	Daniel GARBE	Benoît MIAGKOFF-LAFEUILLE - Jean-Claude COUSTOU - Françoise GARRIGUES - Michelle POIRRIER - Marie-José ELIAS	
ENVIRONNEMENT CADRE DE VIE	Maria de Fatima RUAUD	Benoît MIAGKOFF-LAFEUILLE - Jean-Claude COUSTOU - Daniel GARBE - Françoise GARRIGUES - Michelle POIRRIER - Christophe VIERSOU	
URBANISME PATRIMOINE	Michel GROUGEARD	Benoît MIAGKOFF-LAFEUILLE - Jean-Claude COUSTOU - Elisabeth DUPARCQ - Vincent ROUQUIE - Michelle POIRRIER - Michel JOUBERT	
AFFAIRES ECONOMIQUES TOURISME - ARTISANAT AGRICULTURE	Solange MAIGNE	Gilles LARRAUFFIE - Daniel GARBE - Benoît MIAGKOFF-LAFEUILLE - Maria de Fatima RUAUD - Roland PUECH - Angel PARRA	
AFFAIRES SCOLAIRES		Gilles LARRAUFFIE - Daniel GARBE - Delphine LABROUE - Benoît MIAGKOFF-LAFEUILLE - Michelle POIRRIER - Marie-José ELIAS	
AFFAIRES SOCIALES Solidarité	Maria de Fatima RUAUD	Daniel GARBE - Vincent ROUQUIE - Sylvie ALIBERT - Elisabeth DUPARCQ - Michelle POIRRIER - Pascal DAGNAUD	
FOIRES et MARCHES	Gilles LARRAUFFIE	Maria de Fatima RUAUD - Sylvie ALIBERT - Solange MAIGNE - Chantal GRAULIERE - Roland PUECH - Angel PARRA	

M. COUSTOU précise que pour revenir à la démission de Mme CHAVET-JABOT, il aurait été plus délicat d'être prévenus en amont. M. SYLVESTRE rétorque qu'au précédent conseil, la démission de la précédente secrétaire n'était pas connue et qu'il était donc difficile d'en informer l'assemblée.

FINANCES LOCALES

COMPTES ADMINISTRATIFS 2018 DES BUDGETS ANNEXES ET DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

03. OBJET : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT - 2018

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

Après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

1. **APPROUVE** le Compte administratif lequel peut se résumer ainsi

Libellé	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT	
	Dépenses	Recettes		Dépenses	Recettes
Résultats reportés		276 762 € 95			65 906 € 26
Opérations de l'exercice	210 617 € 42	391 794 € 94		261 200 € 22	303 023 € 56
Totaux	210 617 € 42	668 557 € 89		261 200 € 22	368 929 € 82
Résultat de clôture par section		457 940 € 47			107 729 € 60

Capacité de financement d'investissement	107 729 € 60
Restes à réaliser en dépenses	- 140 026 € 24
Restes à réaliser en recettes	66 816 € 30
	- 73 209 € 94
Rappel excédent de fonctionnement	457 940 € 47
Résultat de clôture avec RAR	492 460 € 13

2. **RECONNAÎT** la sincérité des restes à réaliser

RESTES A REALISER - DEPENSES			
	21531	Réseaux d'adduction d'eau	110 891.55 €
9013	2315	Réfection réseaux av. L. Mazet	29 134.69 €
		Total	140 026.24 €

RESTES A REALISER – RECETTES		
Compte	Libellé de l'opération	Montant
1316	SDAEP – Agence de l'Eau	66 816.30 €
	TOTAUX	66 816.30 €

3. **ARRÊTE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

M. SYLVESTRE se retire avant le vote de l'affaire.

Vote :

21 Pour : Mmes et MM. RUAUD Maria de Fatima (LARRAUFFIE Gilles), ROCH Christian, MAIGNE Solange (LABROUE Delphine), GROUGEARD Michel (GARBE Daniel), LAFON Jacqueline, GARRIGUES Françoise (MIAGKOFF-LAFEUILLE Benoît), ALIBERT Sylvie, THEPAULT Pascale, MARTINS David, MAZEYRAC Pierrick, COUSTOU Jean-Claude, HARDOUIN Michel, ROUQUIE Vincent, JOUBERT Michel, ELIAS Marie-José, PUECH Roland, POIRRIER Michelle.

04. OBJET : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET ANNEXE DU CINEMA -2018

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

Après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

1. **APPROUVE** le Compte administratif lequel peut se résumer ainsi

Libellé	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT	
	Dépenses	Recettes		Dépenses	Recettes
Résultats reportés	18 573 € 88			29 879 € 30	
Opérations de l'exercice	181 253 € 73	178 848 € 92		18 714 € 01	31 697 € 22
Totaux	199 827 € 61	178 848 € 92		48 593 € 31	31 697 € 22
Résultat de clôture par section	20 978 € 69			16 896 € 09	

Déficit d'investissement	16 896 € 09
Déficit de fonctionnement	20 978 € 69
Résultat de clôture	- 37 874 € 78

2. **ARRÊTE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

M. SYLVESTRE se retire avant le vote de l'affaire.

Vote :

21 Pour : Mmes et MM. RUAUD Maria de Fatima (LARRAUFFIE Gilles), ROCH Christian, MAIGNE Solange (LABROUE Delphine), GROUGEARD Michel (GARBE Daniel), LAFON Jacqueline, GARRIGUES Françoise (MIAGKOFF-LAFEUILLE Benoît), ALIBERT Sylvie, THEPAULT Pascale, MARTINS David, MAZEYRAC Pierrick, COUSTOU Jean-Claude, HARDOUIN Michel, ROUQUIE Vincent, JOUBERT Michel, ELIAS Marie-José, PUECH Roland, POIRRIER Michelle.

05. OBJET : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET ANNEXE DU LOTISSEMENT -2018

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

Après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

1. **APPROUVE** le compte administratif lequel peut se résumer ainsi

Libellé	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT	
	Dépenses	Recettes		Dépenses	Recettes
Résultats reportés	0 € 00			13 001 € 24	
Opérations de l'exercice	0 € 00	0 € 00		0 € 00	0 € 00
Totaux	0 € 00	0 € 00		13 001 € 24	0 € 00
Résultat de clôture par section	0 € 00			13 001 € 24	

2. **ARRÊTE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

M. SYLVESTRE se retire avant le vote de l'affaire.

Vote :

21 Pour : Mmes et MM. RUAUD Maria de Fatima (LARRAUFFIE Gilles), ROCH Christian, MAIGNE Solange (LABROUE Delphine), GROUGEARD Michel (GARBE Daniel), LAFON Jacqueline, GARRIGUES Françoise (MIAGKOFF-LAFEUILLE Benoît), ALIBERT Sylvie, THEPAULT Pascale, MARTINS David, MAZEYRAC Pierrick, COUSTOU Jean-Claude, HARDOUIN Michel, ROUQUIE Vincent, JOUBERT Michel, ELIAS Marie-José, PUECH Roland, POIRRIER Michelle.

06. OBJET : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COMMUNE DE GRAMAT - 2018

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

Après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

1. **APPROUVE** le Compte administratif lequel peut se résumer ainsi

Libellé	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT	
	Dépenses	Recettes		Dépenses	Recettes
Résultats reportés		45 842 € 37		400 157 € 30	
Opérations de l'exercice	3 384 401 € 73	3 783 214 € 34		2 116 629 € 63	2 161 828 € 84
Totaux	3 384 401 € 73	3 829 056 € 71		2 516 786 € 93	2 161 828 € 84
Résultat de clôture par section		444 654 € 98		354 958 € 09	

Besoin de financement d'Investissement	- 354 958 € 09
Restes à réaliser en dépenses d'Investissement	- 920 150 € 50
Restes à réaliser en recettes d'Investissement	797 292 € 40
Besoin de financement	- 477 816 € 19
Rappel excédent de fonctionnement	444 654 € 98
Résultat de clôture avec RAR	- 33 161 € 21

2. **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser suivants

	RESTES À RÉALISER – DÉPENSES	
Opérations	Libellé de l'opération	Montant
	Diagnostic voirie MAJ cartographique	3 545 € 10
	Restauration Saint-Chignes	3 546 € 00
	Mise aux normes élec. Saint-Pierre/paratonnerre Saint-Chignes	21 182 € 54
	Solde borne recharge électrique	2 250 € 00
	Raccordement élec. Rte Cahors	6 466 € 32
9010	Mobilier élémentaire Brouqui	1 559 € 00
9011	Matériel informatique périscolaire	2 083 € 34
9015	Porte - Cantine scolaire	1 156 € 79
9016	Réfection piste ou parking (autour stades et citypark)	25 125 € 60
9016	Rénovation des vestiaires de foot	20 789 € 67
9016	Eclairage des terrains de tennis	37 620 € 00
9018	Matériel et outillage techniques	5 797 € 94
9019	Porte – Pôle social	906 € 72
9047	Aménagement son et lumière Salle de l'Horloge	18 033 € 24
9115	Matériel – Espaces verts	621 € 84
9138	SIL	1 645 € 20
9145	Aménagement urbain	13 056 € 36
9155	Aménagement lumière av. Louis Mazet	128 284 € 65
9164	Matériel Espaces jeunes	149 € 72
9176	Acquisition immeuble	21 200 € 00
9176	Aménagement WC-rampe RDC Mairie Table et cloche maquette salle du Conseil	2 041 € 63
9179	Rénovation salle des fêtes	594 955 € 51
9180	Rénovation école élémentaire C. Brouqui	8 136 € 00
TOTAUX		920 150 € 50

	RESTES A REALISER – RECETTES	
	Libellé de l'opération	Montant
	Emprunt	490 000 € 00
	DETR – Extension maternelle C. Brouqui	84 147 € 00
	DETR – Rénovation Salle des fêtes	140 627 € 00
	Cauvaldor - Extension maternelle C. Brouqui	50 000 € 00
	Subvention Plan action Zéro phyto	15 971 € 00
	CAF – FPT Espace jeunes	1 376 € 22
	CAF – FPT expérimentation ados	10 577 € 78
	CAF – FPT ALSH 3 à 6 ans	4 593 € 40
TOTAUX		797 292 € 40

3. ARRÊTE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

M. COUSTOU s'interroge sur la nature de l'aménagement lumière à la salle de l'Horloge. M. SYLVESTRE répond qu'il s'agit de finaliser l'installation prévue initialement en installant des spots ou luminaires sur la scène et également un système audio avec la régie de cette sonorisation sous la tribune.

M. PUECH demande ce qu'il en est de l'entreprise pour laquelle un raccordement électrique est prévu. M. SYLVESTRE indique qu'il s'agit d'une usine de production spécialisée en hautes technologies qui sera pourvoyeuse de quinze emplois. Il ajoute que la facilité d'accès à l'autoroute depuis Gramat a facilité cette implantation.

M. SYLVESTRE se retire avant le vote de l'affaire.

Vote :

21 Pour : Mmes et MM. RUAUD Maria de Fatima (LARRAUFFIE Gilles), ROCH Christian, MAIGNE Solange (LABROUE Delphine), GROUGEARD Michel (GARBE Daniel), LAFON Jacqueline, GARRIGUES Françoise (MIAGKOFF-LAFEUILLE Benoît), ALIBERT Sylvie, THEPAULT Pascale, MARTINS David, MAZEYRAC Pierrick, COUSTOU Jean-Claude, HARDOUIN Michel, ROUQUIE Vincent, JOUBERT Michel, ELIAS Marie-José, PUECH Roland, POIRRIER Michelle.

**COMPTES DE GESTION 2018 DES BUDGETS ANNEXES
ET DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE**

07. OBJET : COMPTE DE GESTION DU BUDGET ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT - 2018

Après avoir entendu et approuvé le Compte administratif de l'exercice 2018,

Après s'être assuré que le receveur a pris dans ses écritures tous les titres de recettes émis et tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

1. Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018
2. Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE, et après en avoir délibéré, **à l'unanimité des voix**

- **DÉCLARE** que le Compte de gestion dressé par le receveur pour l'exercice 2018, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve concernant les écritures afférentes à cet exercice.

08. OBJET : COMPTE DE GESTION DU BUDGET ANNEXE DU CINEMA - 2018

Après avoir entendu et approuvé le Compte administratif de l'exercice 2018,

Après s'être assuré que le receveur a pris dans ses écritures tous les titres de recettes émis et tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

1. Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018,
2. Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE, et après en avoir délibéré, **à l'unanimité des voix**

- **DÉCLARE** que le Compte de gestion dressé par le receveur pour l'exercice 2018, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve concernant les écritures afférentes à cet exercice.

09. OBJET : COMPTE DE GESTION DU BUDGET ANNEXE DU LOTISSEMENT - 2018

Après avoir entendu et approuvé le Compte administratif de l'exercice 2018,

Après s'être assuré que le receveur a pris dans ses écritures tous les titres de recettes émis et tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

1. Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018,
2. Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE, et après en avoir délibéré, *à l'unanimité des voix*

- **DÉCLARE** que le Compte de gestion dressé par le receveur pour l'exercice 2018, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve concernant les écritures afférentes à cet exercice.

10. OBJET : COMPTE DE GESTION DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Après avoir entendu et approuvé le Compte administratif de l'exercice 2018,

Après s'être assuré que le receveur a pris dans ses écritures tous les titres de recettes émis et tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

1. Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018,
2. Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE, et après en avoir délibéré, *à l'unanimité des voix*

- **DÉCLARE** que le Compte de gestion dressé par le receveur pour l'exercice 2018, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve concernant les écritures afférentes à cet exercice.

AFFECTATION DES RESULTATS 2018

11. OBJET : AFFECTATION DES RESULTATS 2018 - BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Après avoir entendu ce jour le Compte Administratif de l'exercice 2018 du budget principal,

Statuant sur l'affectation du résultat cumulé d'exploitation,

Considérant les éléments suivants présentés ci-dessous,

Section de Fonctionnement	
Recettes de fonctionnement	3 783 214 € 34
Dépenses de fonctionnement	3 384 401 € 73
Résultat de l'exercice 2018	398 812 € 61
Résultat reporté 2017	45 842 € 37
Résultat cumulé 2018 du CCAS	14 742 € 73
Résultat cumulé 2018	459 397 € 71

Section d'Investissement	
Recettes d'investissement	2 161 828 € 84
Dépenses d'investissement	2 116 629 € 63
Résultat de l'exercice 2018	45 199 € 21
Résultat reporté 2017	- 400 157 € 30
Résultat cumulé 2018 du CCAS	596 € 47
Résultat cumulé 2018	- 354 361 € 62
Restes à réaliser :	

RAR en recettes d'investissement	797 292 € 40
RAR en dépenses d'investissement	920 150 € 50
Solde des RAR	- 122 858 € 10
Besoin de financement de la section d'investissement (crédit du cpte 1068)	- 477 219 € 72

Affectation du résultat 2018 :

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE, et après en avoir délibéré, *à l'unanimité des voix*

- **AFFECTE** le résultat cumulé de la section de fonctionnement (soit 459 397 € 71) comme suit :

Couverture du besoin de financement	459 397 € 71
Montant total à inscrire au compte 1068	459 397 € 71
Résultat de fonctionnement reporté	0 € 00

Transcription au budget 2019 :

Report du résultat d'investissement	Dépense au 001	354 361 € 62
Couverture du besoin de financement	Recette au 1068	459 397 € 71
Report à nouveau du résultat de fonctionnement	Recette au 002	0 € 00

VOTE DES BUDGETS PRIMITIFS 2019

12. OBJET : VOTE BUDGET ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT - 2019

Il est proposé au Conseil Municipal de délibérer sur le Budget Primitif - Budget annexe Eau et Assainissement de l'exercice 2019 dressé par M. le Maire,

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

M. SYLVESTRE précise que la majorité des travaux à faire sont dictés par la réglementation étatique et la police de l'eau, surtout en termes d'assainissement (débordements dans le milieu naturel à comptabiliser, voire à endiguer le plus possible). Il est évident qu'un système séparatif reste un idéal impossible à atteindre. Il faut donc envisager des palliatifs, soit un bassin au niveau du cimetière, soit un bassin à proximité de la STEP pour permettre de créer une zone tampon en cas de fortes pluies.

M. PUECH s'interroge sur le réel impact écologique de ces déversements au vu des sommes faramineuses à engager pour les contrôler. M. SYLVESTRE répond qu'effectivement les investissements à effectuer seront lourds.

M. SYLVESTRE évoque la prise de compétence eau à l'horizon 2020 : il avoue sa préférence pour Canvaldor par rapport au syndicat du Limargue car la communauté de communes prendrait également l'assainissement ce qui amoindrirait les futurs impôts communautaires car l'eau serait susceptible de « payer l'assainissement ». Pour autant, une minorité de blocage peut intervenir pour bloquer cette prise de compétences. Il faut savoir que la commune de Gramat est la seule commune de Canvaldor à avoir effectué deux schémas directeurs, l'un sur l'eau, l'autre sur l'assainissement et serait donc prioritaire en termes de réalisation de travaux.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE, et après en avoir délibéré, *à l'unanimité des voix*

- **ADOpte** le budget primitif 2019 du budget annexe eau et assainissement lequel peut se résumer comme suit :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT EN €		INVESTISSEMENT EN €	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés		457 940 € 47		107 729 € 60
Reste à réaliser			140 026 € 24	66 816 € 30
Affectation				
Prévision de l'exercice	777 136 € 00	319 195 € 53	833 675 € 76	799 156 € 10
Totaux	777 136 € 00	777 136 € 00	973 702 € 00	973 702 € 00

- **SIGNER** la maquette du budget primitif 2019.

Le budget annexe est voté par chapitre en Section de fonctionnement et par opération et chapitres en Section d'Investissement.

13. OBJET : VOTE D'UNE SUBVENTION DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE AU BUDGET ANNEXE DU CINEMA - 2019

Il est noté au budget primitif une subvention d'équilibre au budget annexe du cinéma.

L'article L. 2221-5 du CGCT dispose par ailleurs que l'ensemble des règles de la comptabilité communale est applicable aux régies SPIC sous réserve des dispositions spécifiques prévues par décrets en Conseil d'Etat mentionnés aux articles L2221-10 (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière) et à l'article L2221-14 (régie dotée de la seule autonomie financière).

Les collectivités gérant un SPIC sont tenues, à la lecture combinée de ces dispositions, d'appliquer l'instruction budgétaire et comptable M4 et ses plans de comptes dérivés.

Selon les articles R2221-38 et R2221-72 du CGCT, l'équilibre financier de la régie est assuré dans les conditions prévues par les articles L2224-1, L2224-2 et L2224-4 du CGCT. Le financement d'un SPIC est en principe assuré par les redevances des usagers (article L2224-1).

Toutefois, l'article L2224-2 prévoit plusieurs dérogations à ce strict principe de l'équilibre.

Par délibération motivée, le conseil municipal peut décider une prise en charge des dépenses du service public à caractère industriel et commercial dans son budget général :

- si des exigences conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;
- si le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs ;
- si lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Ces conditions sont remplies en ce qui concerne le fonctionnement du budget annexe du cinéma l'Atelier de Gramat : l'absence de soutien de la commune aurait un effet trop conséquent sur le prix du cinéma permettant l'accès à la culture cinématographique en milieu rural.

Au regard des résultats du compte administratif 2018, il est proposé le versement d'une subvention de 48 455 € 00 (arrondi au supérieur) se décomposant comme suit :

- couverture du déficit cumulé 2018 en fonctionnement : 20 978 € 69
- couverture partielle du déficit cumulé 2018 en investissement : 16 896 € 09
- couverture partielle des investissements prévus en 2019 : 10 580 € 22.

Mme GARRIGUES interroge sur les investissements prévus en 2019 sur ce budget : les deux principales réalisations seront le paiement du solde de la fresque à Sismikazot et la réparation du parvis devant le bâtiment.

Dès lors, afin de pallier au poids de l'investissement dans le numérique effectué en 2011 et autofinancé en partie et éviter une hausse des tarifs qui serait rédhibitoire à la fréquentation, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité des voix**

- **AUTORISE** le versement d'une subvention du budget principal de la commune au budget annexe du cinéma pour un montant de **48 455 € 00** qui sera proposé au budget primitif de la commune au compte 67441.

14. OBJET : VOTE BUDGET ANNEXE CINEMA – 2019

Il est proposé au Conseil Municipal de délibérer sur le Budget Primitif - Budget annexe du Cinéma de l'exercice 2019 dressé par M. le Maire,

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

M. SYLVESTRE indique qu'à terme, une fois le jardin sec réalisé, il faudra penser à rendre plus visible le bâtiment en tant que cinéma. Mme THEPAULT évoque des kakémonos, M. SYLVESTRE préconise de rendre la façade plus visible d'une façon ou d'une autre (éclairage...).

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE, et après en avoir délibéré, **à l'unanimité des voix**

- **ADOpte** le budget primitif 2019 du budget Cinéma lequel peut se résumer comme suit :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT EN €		INVESTISSEMENT EN €	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés	20 978 € 69		16 896 € 09	
Reste à réaliser				
Affectation				
Prévision de l'exercice	206 325 € 31	227 304 € 00	31 616 € 91	48 513 € 00
Totaux	227 304 € 00	227 304 € 00	48 513 € 00	48 513 € 00

- **SIGNE** la maquette du budget primitif 2019.

Le budget annexe est voté par chapitre en section de fonctionnement et par opération et chapitres en section d'investissement.

15. OBJET : VOTE BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT - 2019

Il est proposé au Conseil Municipal de délibérer sur le Budget Primitif- Budget annexe Lotissement de l'exercice 2019 dressé par M. le Maire,

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE, et après en avoir délibéré, **à l'unanimité des voix**

- **ADOpte** le budget primitif 2019 du budget annexe Lotissement lequel peut se résumer comme suit :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT EN €		INVESTISSEMENT EN €	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés			13 001 € 24	
Reste à réaliser				
Affectation				
Prévision de l'exercice	13 001 € 24	13 001 € 24	0 € 00	13 001 € 24
Totaux	13 001 € 24	13 001 € 24	13 001 € 24	13 001 € 24

- **SIGNE** la maquette du budget primitif 2019.

Le budget annexe est voté par chapitre en section de fonctionnement et par opération et chapitres en section d'investissement.

16. OBJET : FISCALITE LOCALE - VOTE DU TAUX DES CONTRIBUTIONS DIRECTES DE L'ANNEE 2019

En 2018, les taux votés par Gramat marquaient la volonté de ne pas augmenter les taux communaux.

DÉSIGNATION DES TAXES	Taux votés 2018
Taxe d'habitation	9.74
Taxe Foncière (Bâti)	23.66
Taxe Foncière (non Bâti)	168.20

Les bases d'imposition prévisionnelles 2019 sont parvenues à la commune.

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, *à l'unanimité des voix*

- **ADOpte** les taux communaux de l'année 2019 comme suit :

DÉSIGNATION DES TAXES	BASE D'IMPOSITION Prévisionnelle 2019	Taux de référence 2018	TAUX FIXE PROPOSÉ AU VOTE 2019	PRODUIT CORRESPONDANT en €
Taxe d'habitation	5 676 000	9.74	9.74	552 842 € 00
Taxe Foncière (Bâti)	5 412 000	23.66	23.66	1 280 479 € 00
Taxe Foncière (non Bâti)	41 700	168.20	168.20	70 139 € 00
Total				1 903 460 € 00

VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Sur proposition de M. SYLVESTRE,

Après avis de la commission des finances,

Il est proposé au Conseil, et après en avoir délibéré, de

- **VOTER** les subventions aux associations présentées dans l'annexe jointe à la présente note de synthèse.

L'article L.2131-11 du code général des collectivités territoriales dispose que « *sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire* ».

A cet effet, il aura lieu de délibérer par un vote distinct pour les associations suivantes :

- JSG Tennis où Mme POIRRIER est présidente de l'association,
- Le ciné-club où Mme ELIAS est trésorière de l'association,
- Aventurine 46 où M. GARBE est président,
- Les Amis des Orgues où Mme GARRIGUES est trésorière,

- Téléthon où Mme GARRIGUES est trésorière.

Les personnes intéressées n'ont pas pris part au débat ni au vote de la délibération.

17. OBJET : VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES

Les demandes de subvention ont été déposées par les associations sportives et les demandes financières ont été adressées aux conseillers municipaux avec la proposition de M. le Maire.

Sur proposition de M. SYLVESTRE,

Vu, l'avis favorable de la Commission des finances,

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE et après en avoir délibéré, **à l'unanimité des voix**

- **ALLOUE** les subventions aux associations sportives qui sont présentées ci-dessous :

<i>Libellé de l'association</i>	<i>Montant de la subvention</i>
ASSOCIATIONS SPORTIVES	
Amicale bouliste gramatoise	300 € 00
Gymnastique volontaire	1 300 € 00
JSG Hand Ball	1 000 € 00
Judo Club	100 € 00
Karaté Club Gramat Tadashi	100 € 00
JSG natation	800 € 00
JSG Rugby	1 200 € 00
Les archers du Causse	700 € 00
Association sportive Causse Limargue	1 000 € 00
Cyclo club de Gramat	150 € 00
Les Caminols gramatois	325 € 00

18. OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION A L'ASSOCIATION JSG TENNIS

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

Le Conseil municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE, et après en avoir délibéré, **à l'unanimité des voix**

- **ALLOUE** une subvention de 1 000 € 00 à l'association JSG TENNIS au titre de l'exercice 2019.

Mme Michelle POIRRIER, intéressée par l'affaire portée à l'ordre du jour au sens de l'article L.2131-11 du code général des collectivités territoriales, n'a pas pris part ni au débat ni au vote de l'affaire. Elle a quitté la salle.

19. OBJET : VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES

Les demandes de subvention ont été déposées par les associations culturelles et les demandes financières ont été adressées aux conseillers municipaux avec la proposition de M. le Maire.

Sur proposition de M. SYLVESTRE,

Vu, l'avis favorable de la Commission des finances, **à l'unanimité des voix**

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE et après en avoir délibéré,

- **ALLOUE** les subventions aux associations culturelles suivantes :

<i>Libellé de l'association</i>	<i>Montant de la subvention</i>
ASSOCIATIONS CULTURELLES	
Association des parents d'élèves des écoles publiques FCPE	850 € 00
Association indépendante de l'école Clément Brouqui	650 € 00

Association des parents d'élèves de Sainte-Hélène	650 € 00
Foyer socio-éducatif du collège La Garenne	100 € 00
Cercle Musical Gramatois	200 € 00
ACL du CEA de Gramat	100 € 00
L'étoile du Causse	100 € 00
ACAG	3 800 € 00

20. OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION A L'ASSOCIATION AVENTURINE 46

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

Le Conseil municipal, oui l'exposé de M. SYLVESTRE, et après en avoir délibéré, *à l'unanimité des voix*

- **ALLOUE** une subvention de 2 500 € 00 à l'association Aventurine 46 au titre de l'exercice 2019.

M. GARBE, intéressée par l'affaire portée à l'ordre du jour au sens de l'article L.2131-11 du code général des collectivités territoriales, n'a pas pris part ni au débat ni au vote de l'affaire, via la procuration laissée à M. GROUGEARD.

21. OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION A L'ASSOCIATION LES AMIS DES ORGUES

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

Le Conseil municipal, oui l'exposé de M. SYLVESTRE, et après en avoir délibéré, *à l'unanimité des voix*

- **ALLOUE** une subvention de 5 000 € 00 à l'association Les Amis des orgues au titre de l'exercice 2019.

Mme GARRIGUES, intéressée par l'affaire portée à l'ordre du jour au sens de l'article L.2131-11 du code général des collectivités territoriales, n'a pas pris part ni au débat ni au vote de l'affaire. Elle a quitté la salle.

22. OBJET : VOTE DE LA SUBVENTION A L'ASSOCIATION CINECLUB DE GRAMAT

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

Le Conseil municipal, oui l'exposé de M. SYLVESTRE, et après en avoir délibéré, *à l'unanimité des voix*

- **ALLOUE** une subvention de 900 € 00 à l'association CINECLUB DE GRAMAT au titre de l'exercice 2019.

Mme ELIAS, intéressée par l'affaire portée à l'ordre du jour au sens de l'article L.2131-11 du code général des collectivités territoriales, n'a pas pris part ni au débat ni au vote de l'affaire. Elle a quitté la salle.

23. OBJET : VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL

Sur proposition de M. SYLVESTRE,

Vu, l'avis favorable de la Commission des finances,

Le Conseil Municipal, oui l'exposé de M. SYLVESTRE et après en avoir délibéré, *à l'unanimité des voix*

- **ALLOUE** la subvention à l'association sociale présentée ci-dessous :

ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL	
Amicale des donneurs de sang	200 € 00
Association emploi services	1 000 € 00

24. OBJET : VOTE DES SUBVENTIONS A L' ASSOCIATION DU TELETHON

Sur proposition de M. SYLVESTRE,
Vu, l'avis favorable de la Commission des finances,

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE et après en avoir délibéré, **à l'unanimité des voix**

- **ALLOUE** la subvention à l'association sociale présentée ci-dessous :

ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL	
Téléthon	700 € 00

Mme GARRIGUES, intéressée par l'affaire portée à l'ordre du jour au sens de l'article L.2131-11 du code général des collectivités territoriales, n'a pas pris part ni au débat ni au vote de l'affaire. Elle a quitté la salle.

25. OBJET : VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS DIVERSES

Sur proposition de M. SYLVESTRE,
Vu, l'avis favorable de la Commission des finances,

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE et après en avoir délibéré,

- **ALLOUE** les subventions aux associations présentées ci-dessous :

ASSOCIATIONS DIVERSES	
Saint-Hubert – société de chasse	200 € 00
Amicale des Sapeurs-Pompiers	700 € 00
Association des jeunes sapeurs-pompiers	300 € 00
1771 ^e section des médaillés militaires	100 € 00
De l'art, du fil et des filles	200 € 00
Les petits chiffons de l'Alzou	100 € 00
Amicale du Four du lac	600 € 00

Vote :

22 Pour : Mmes et MM. SYLVESTRE Michel (GRAULIERE Chantal), RUAUD Maria de Fatima (LARRAUFFIE Gilles), ROCH Christian, MAIGNE Solange (LABROUE Delphine), GROUGEARD Michel (GARBE Daniel), LAFON Jacqueline, GARRIGUES Françoise (MIAGKOFF-LAFEUILLE Benoît), ALIBERT Sylvie, THEPAULT Pascale, MAZEYRAC Pierrick, MARTINS David, COUSTOU Jean-Claude, HARDOUIN Michel, ROUQUIE Vincent, ELIAS Marie-José, PUECH Roland, POIRRIER Michelle.

1 Abstention : M. JOUBERT Michel.

26. OBJET : FÊTE DE GRAMAT 2019 - SUBVENTION À L'ASSOCIATION DU COMITÉ DES FÊTES

Depuis plusieurs années, la fête de GRAMAT est organisée par une association de GRAMAT. Les précédentes années, elle a été organisée par la JSG Rugby de Gramat, puis par l'association Gramat Animation culturelle pour les années 2011 à 2014.

Depuis 2015, le Comité des fêtes avait pour objet l'organisation de différentes manifestations festives gramatoises dont la fête de Gramat.

Dès lors, il est proposé au Conseil Municipal d'octroyer une subvention exceptionnelle à cette association pour perpétuer l'organisation de la fête de Gramat en 2019.

Cette subvention a pour objet de permettre à l'association de faire face aux différents frais : orchestres, préparatifs, droits...

Après en avoir délibéré et avis de la commission des finances, il est proposé au Conseil Municipal,

- **D'ALLOUER** une subvention exceptionnelle à l'association du Comité des fêtes d'un montant de 8 000 €.

27. OBJET : VOTE DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE - EXERCICE 2019

Vu, l'avis favorable de la commission des finances,

M. SYLVESTRE informe que le principal nouvel investissement est la rénovation de l'école élémentaire.

M. COUSTOU demande ce qui est prévu au compte 6232 « Fêtes et cérémonies ». M. SYLVESTRE indique que ce compte englobe les bons de départ en retraite, les gerbes, les feux d'artifice, les projets artistiques des écoles, les bons de Noël, les séjours de l'ALSH...

Le Conseil municipal, ouï l'exposé de M. SYLVESTRE et après en avoir délibéré, **à l'unanimité des voix**

- **ADOpte** le budget primitif 2019 de la commune lequel peut se résumer comme suit :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT EN €		INVESTISSEMENT EN €	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés			354 361 € 62	
Reste à réaliser			920 150 € 50	797 292 € 40
Affectation				459 397 € 71
Prévision de l'exercice	3 702 290 € 00	3 702 290 € 00	2 991 855 € 88	3 009 677 € 89
Totaux	3 702 290 € 00	3 702 290 € 00	4 266 368 € 00	4 266 368 € 00

- **SIGNE** la maquette du budget primitif 2019 (disponible au secrétariat de la Mairie aux heures d'ouverture).

*** BUDGET PRIMITIF**

Le budget principal de la commune est composé de deux sections :

- **section de fonctionnement**

La section de fonctionnement est composée des recettes et dépenses courantes. Les recettes proviennent des impôts locaux, des dotations de l'Etat, des loyers communaux, ainsi que des prestations rendues aux administrés. Les dépenses correspondent aux frais nécessaires au fonctionnement des services municipaux (salaires du personnel, fournitures...), entretien des bâtiments, dépenses courantes (eau, électricité), le remboursement des intérêts des emprunts, et les subventions accordées par la ville.

- **section d'investissement**

La section investissement est composée des recettes et des dépenses de programmes d'acquisition et de travaux. Les dépenses permettent, entre autres, la construction de nouveaux équipements, le remboursement du capital des emprunts. Les recettes proviennent principalement de l'autofinancement, de l'emprunt, des subventions, du FCTVA et de la TLE.

Le montant des restes à réaliser de l'année 2018 sur l'année 2019 s'élève à :

- recettes : 797 292 € 40
- dépenses : 920 150 € 50

Vous trouverez, en annexe, les fiches « opération » de la section d'investissement avec le libellé des dépenses prévues pour une meilleure lisibilité.

Le document de la section de fonctionnement est équilibré. La section de fonctionnement transfère à la section d'investissement la somme de **18 750 € 00** (comptes 021 et 023).

28. OBJET : DÉLIBÉRATION D'EMPRUNT

Vu l'avis de la commission des Finances,

Monsieur le Maire donne connaissance au Conseil Municipal de projets à mener dans les trois années à venir (rénovation de l'école élémentaire, opération cœur de village et aménagement du Foirail, ...).

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, *à l'unanimité des voix*

- **DÉCIDE** de demander à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi Pyrénées l'attribution du prêt suivant :

Montant :	1 000 000 €
Durée :	180 mois avec 24 mois de d'anticipation
Taux fixe :	1.40 %
Amortissement :	En capital constant avec échéances dégressives
Périodicité :	Trimestrielle
Frais dossier :	1 000 €

- **PREND** l'engagement pendant toute la durée du prêt de créer et de mettre en recouvrement, en tant que de besoin, les impositions nécessaires pour assurer le paiement des dites échéances.
- **CONFÈRE**, en tant que de besoin, toutes délégations utiles à Monsieur Le Maire pour la réalisation de l'emprunt, la signature du contrat de prêt à passer avec l'établissement prêteur et l'acceptation de toutes les conditions de remboursement qui y sont insérées.

29. OBJET : DISPOSITIF RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT ET DE VALORISATION DES « BOURGS-CENTRES OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE » SUR LA PÉRIODE 2019-2021 : APPROBATION DU CONTRAT-CADRE « BOURGS-CENTRES OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE » POUR LA COMMUNE DE GRAMAT

Dans le prolongement de la délibération du conseil municipal du 29 mars 2018, la commune de Gramat s'est engagée dans le dispositif régional de développement et de valorisation des « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée ».

Cet engagement s'est traduit par l'élaboration du dossier de pré-candidature avec l'accompagnement technique des services de CAUVALDOR. La Communauté de Communes s'est également portée co-signataire du dossier de pré-candidature, avec le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Figeac-Quercy-Vallée de la Dordogne, aux côtés de la commune de Gramat.

Après l'acte de pré-candidature, selon les modalités du dispositif, la Région sollicite les communes « Bourgs-Centres » ayant leurs Projets de Développement et de Valorisation déjà élaborés à enclencher l'étape de rédaction des contrats-cadres.

L'élaboration du contrat-cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » repose donc sur le Projet de Développement et de Valorisation et se traduit par des programmes d'actions spécifiques qui seront présentés dans le cadre des Programmes Opérationnels Annuels des contrats de développement territoriaux régionaux existants ou à venir.

Il est stipulé que ces contrats-cadres soient conclus pour une première période débutant à la date de leur signature et se terminant au 31 décembre 2021.

Le présent contrat-cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » doit être signé par la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, la commune de Gramat, CAUVALDOR, le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Figeac-Quercy-Vallée de la Dordogne (personne morale signataire du Contrat Régional de développement Territorial existant ou à venir), le Département du Lot s'il le souhaite et ce, dans le respect de leurs compétences et de leurs dispositifs d'intervention.

Il est également proposé que ce contrat-cadre puisse être signé par d'autres partenaires souhaitant contribuer activement à la mise en œuvre du Projet de Développement et de Valorisation de la commune « Bourg-Centre » de Gramat.

En termes d'objectif, le contrat-cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » doit organiser la mise en œuvre du partenariat entre la Région, la commune de Gramat, CAUVALDOR, le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Figeac-Quercy-Vallée de la Dordogne et les autres partenaires pouvant se porter co-signataires (Département du Lot, etc.).

Cela permettra d'agir sur les fonctions de centralité et l'attractivité de la commune de Gramat vis-à-vis de son bassin de vie, dans les domaines suivants :

- la structuration d'une offre de services diversifiée et de qualité,
- le développement de l'économie et de l'emploi,
- la qualification du cadre de vie, qualification des espaces publics et de l'habitat,
- la valorisation des spécificités locales, patrimoine naturel, architectural, culturel, etc.

L'ensemble s'inscrit dans une démarche transversale de transition écologique et énergétique.

Pour ce faire, le contrat-cadre comprend :

- la présentation du « Bourg-Centre » et de son territoire,
- une synthèse du diagnostic,
- la description des enjeux et objectifs du projet de développement et de valorisation du « Bourg-Centre », qui identifiera notamment les priorités et mesures thématiques appropriées dans différents domaines,
- l'articulation du projet avec la stratégie du territoire de projet concerné,
- le programme d'actions opérationnel pluriannuel, spatialisé et phasé dans le temps,
- la gouvernance, le suivi et l'évaluation.

Vu, le Code Général des Collectivités Locales,

Vu, les délibérations N°CP/2016-DEC/11.20 et N°CP/2017-MAI/11.11 de la Commission Permanente du 16 décembre 2016 et du 19 mai 2017 du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, relatives à la mise en œuvre de la politique régionale pour le développement et la valorisation des « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée »,

Vu, les délibérations N°2017/AP-JUIN/09 et N°CP/2017-DEC/11.21 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée du 30 juin 2017 et de la Commission Permanente du 15 décembre 2017, relatives à la mise en œuvre de la nouvelle génération des politiques contractuelles territoriales pour la période 2018 / 2021,

Vu, la délibération n° de la Commission Permanente du 21 avril 2019 du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, approuvant le contrat cadre « Bourg-Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » de la Commune de Gramat,

Vu, la délibération de la Commune de Gramat, portant sur le dispositif régional de Développement et de Valorisation des « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée », en Conseil Municipal du 16 octobre 2018,

Vu, la délibération de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne, portant sur la co-signature des contrats cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » des communes de Bretenoux, Vayrac, Saint-Céré et Gramat, en Conseil Communautaire du 17 septembre 2018,

Vu, la délibération de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne, approuvant les contrats cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » de la Commune de Bretenoux, Vayrac et Gramat, en Conseil Communautaire du 25 mars 2019,

Vu, la délibération du Conseil Départemental du Lot, portant sur la co-signature des contrats cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » des communes de Bretenoux, Vayrac et Gramat, et en approuvant leurs contenus, en Commission Permanente du

Vu, la délibération du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Figeac Quercy Vallée de la Dordogne, portant sur les Contrats Occitanie pour les territoires 2018-2021, Bourgs-Centres – Grands Sites Occitanie, en Conseil Syndical du 13 juin 2018,

Vu, la délibération du Parc Naturel Régional des Causses du Quercy, portant sur la co-signature du contrat cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » de la commune Gramat, en Conseil Syndical du 04 février 2019,

Vu, la maquette du contrat-cadre proposée par la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée,

M. SYLVESTRE évoque la question de la maison Pestel qui avait été rajoutée au projet suite au Comité de pilotage, sur proposition de M. LIEBUS, et avec l'accord des élus et techniciens régionaux. Cette question a dû finalement être ôtée des fiches actions par décision régionale, la Région indiquant également ne plus disposer des deux millions d'euros budgétisés il y a quelques années pour la réalisation de ce projet. MM. SYLVESTRE et LIEBUS comptent marquer leur mécontentement dans un courrier commun. Mme MAIGNE trouve que la réaffectation de cette somme allouée est inadmissible. M. PUECH exprime ses réserves sur la teneur du courrier qui pourrait être contreproductive. M. SYLVESTRE indique qu'il ajoutera au contenu du courrier qu'un projet est pleinement constitué à Gramat et que la Région peut tout à fait faire don du bâtiment, à la commune ou à Cauvaldor, et même avec une partie des budgets précédemment votés.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité des voix**

- **APPROUVE** le contrat-cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » et le programme opérationnel 2019-2021 tel que détaillé à l'article 5, pour le développement et la valorisation de la commune « Bourg-Centre » de Gramat,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces et documents relatifs à ce contrat-cadre.

30. OBJET : TABLEAU DES EFFECTIFS – FILIÈRE SPORTIVE – AGENTS À TEMPS COMPLET

Le protocole relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (P.P.C.R.) prévoit la réorganisation des carrières à compter du 01^{er} janvier 2017 pour l'ensemble des cadres d'emplois. De ce fait, il convient de mettre à jour le tableau des effectifs de chaque filière.

Sur proposition de Monsieur le Maire et en application des textes régissant les cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale et notamment des :

- **Décret n° 2011-605 du 30 mai 2011** modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives,
- **Décret n° 2010-329 du 22 mars 2010** modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- **Décret n° 2010-330 du 22 mars 2010** modifié fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité des voix**

- **SUPPRIME** un poste d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2^{ème} classe, suite à un changement de grade, à compter du 1^{er} mai 2019,
- **CRÉE** un poste d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 1^{ère} classe, suite à un avancement de grade, à compter du 1^{er} mai 2019,
- **FIXE** le tableau comme suit :

CADRE D'EMPLOIS	GRADE	NOMBRE
Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives	Educateur des activités physiques et sportives principal de 1 ^{ère} classe	1

31. OBJET : TABLEAU DES EFFECTIFS – FILIÈRE ADMINISTRATIVE – AGENTS À TEMPS COMPLET

Le protocole relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (P.P.C.R.) prévoit la réorganisation des carrières à compter du 01^{er} janvier 2017 pour l'ensemble des cadres d'emplois. De ce fait, il convient de mettre à jour le tableau des effectifs de chaque filière.

Sur proposition de Monsieur le Maire et en application des textes régissant les cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale et notamment des :

- **Décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987** modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,
- **Décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987** modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux,
- **Décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012** modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,
- **Décret n° 2010-329 du 22 mars 2010** modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- **Décret n° 2010-330 du 22 mars 2010** modifié fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010,
- **Décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006** modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,
- **Décret n° 2016-596 du 12 mai 2016** relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,
- **Décret n° 2016-604 du 12 mai 2016** fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, *à l'unanimité des voix*

- **SUPPRIME** un poste de Rédacteur, suite à un changement de grade, à compter du 1^{er} mai 2019,
- **SUPPRIME** un poste d'Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, suite à un transfert au CIAS de Cauvaldor,
- **SUPPRIME** un poste d'Adjoint administratif, suite à un départ à la retraite pour invalidité, au 1^{er} janvier 2019.
- **CRÉE** un poste de Rédacteur principal de 2^{ème} classe, suite à un avancement de grade, à compter du 01^{er} mai 2019,
- **FIXE** le tableau comme suit :

CADRE D'EMPLOIS	GRADE	NOMBRE
Attachés Territoriaux	Attaché	1
Rédacteurs Territoriaux	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	1
Adjoints Administratifs Territoriaux	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	3
	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	1

QUESTIONS DIVERSES

Subvention pour les voyages du Collège La Garenne

M. SYLVESTRE précise que la subvention de 2 200.00 € votée précédemment va être reversée à la commune car les subventions destinées aux enfants gramatois étaient finalement reversées dans un pot commun, diminuant ainsi le montant dont bénéficiaient les parents gramatois, car l'ensemble des communes d'origine n'allouaient pas de subventions à leurs administrés. Il sera proposé au prochain Conseil de ce fait une délibération nominative stipulant le nom des enfants gramatois concernés.

Mme THEPAULT demande si tous les enfants gramatois partent. M. SYLVESTRE ne peut actuellement répondre à cette question mais elle sera traitée l'année prochaine en introduisant des coefficients familiaux pour privilégier les familles les moins favorisées.

Réunion en sous-préfecture de Gourdon consacrée à la méthanisation

M. SYLVESTRE explique que les positions sont parfois très arrêtées et diamétralement opposées. Il a été reconnu, notamment par des riverains, que depuis une dizaine de jours les odeurs dégagées par l'installation sont bien moindres voire quasi inodores.

Mme POIRRIER indique que le réel problème tient aux odeurs du digestat épandu ainsi qu'à la recrudescence du trafic poids-lourds.

Dépigeonnisation

M. COUSTOU indique qu'il a été interpellé à diverses reprises à propos de la recrudescence des pigeons place de la Halle. M. SYLVESTRE indique qu'une entreprise est diligentée pour la dépigeonnisation mais que cela s'est avéré moins efficace ces derniers temps.

Borne incendie à la Ginestie

M. COUSTOU indique qu'il lui a été stipulé qu'il n'en existait pas. M. SYLVESTRE informe qu'il est toujours dans l'attente des données du SDIS. Il faut avant toute chose vérifier s'il existe une borne et en assurer le bon raccordement au réseau d'eau à une puissance satisfaisante. Dans le budget investissement, il est prévu de renouveler plusieurs bornes et La Ginestie sera un emplacement étudié dans ce contexte.

Non-conformité des analyses d'eau en 2018

M. COUSTOU rappelle que Mme PAULET de la SAUR a explicité quatre des sept analyses non conformes présentées par ces soins lors du dernier conseil. Il serait bénéfique que la SAUR puisse donner une explication sur les trois restantes. Il ajoute que depuis le début de l'année 2019, la turbidité a entraîné deux analyses non conformes. M. SYLVESTRE lui rappelle que cette problématique est due à la configuration du captage des Courtilles.

Travaux de la salle des fêtes

M. SYLVESTRE informe que de l'amiante a été détectée dans les loges sous les receveurs des bacs à douches.

La séance du Conseil Municipal est levée à 22h50.

Pour extrait conforme.

Fait à Gramat, le 12 avril 2019

Le Secrétaire de séance



Pierrick MAZEYRAC

Le Maire



Michel SYLVESTRE

